

Réservé aux abonnés

Amap des Landes cherchent éleveurs de poulets fermiers bio désespérément

Lecture 4 min

Accueil • Landes • Rion-des-Landes

Par [Julie Lancelot](#)

Publié le 04/02/2024 à 17h00.

Mis à jour le 04/02/2024 à 18h29.



Depuis sa ferme de Rion-des-Landes, qu'il faisait fonctionner en autonomie et en autarcie, Dominique Lollivier fournissait en volailles une quinzaine d'Amap jusqu'à il y a quelques mois. © Crédit photo : Nathalie Guironnet

Des centaines de consommateurs du département, engagés auprès de producteurs, se retrouvent sans approvisionnement local en volailles depuis le départ à la retraite d'un éleveur en plein air qui n'a pas trouvé de successeur. Une situation qui interpelle, dans le contexte de l'expression de la colère des agriculteurs

Depuis que s'est exprimée la colère des agriculteurs, fin janvier, l'actualité a résonné pendant une dizaine de jours de tous les maux dont souffre le monde agricole français. Les questions et les revendications portent sur leurs revenus insuffisants, l'overdose de normes, la productivité, la perte de sens ou encore la répartition de la valeur, pour « [nourrir la population](#) ». L'un des slogans brandis.

Dans ce contexte, depuis les Landes, d'autres voix veulent aussi interroger le modèle agricole. Celles des adhérents des 27 Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) et épiceries solidaires du département. Eux dénoncent la situation dans laquelle la grande majorité d'entre eux se retrouvent aujourd'hui : ils ne peuvent plus s'approvisionner en poulets fermiers bio, élevés en plein air localement. Alors

même qu'ils s'engagent – c'est le fondement même de ces associations – à le payer au juste prix pour soutenir le monde paysan tout en défendant la qualité de l'environnement et le bien-être animal. Si là on ne marche pas sur la tête aussi.

Sur le même sujet



[Morcenx-la-Nouvelle : Le Poulet du dimanche tire sa révérence](#)

« À [l'Amap de Labenne Ondres Capbreton](#), soit 210 familles adhérentes, on a travaillé un temps avec un producteur de Pey », raconte Yves Wegner, également impliqué dans le réseau [Limap 40, pour réseau Landais des initiatives pour le maintien de l'agriculture paysanne](#), qui rassemble les Amap. « Il s'est arrêté à cause de la grippe aviaire, après s'être retrouvé deux fois à abattre ses volailles, parce qu'il se trouvait à quelques kilomètres d'un foyer. Il a été dégoûté. Depuis, nous avons cherché et trouvé des poulets bio qui viennent du Pays basque. »

Sur le même sujet



[Castets : Amap, épiceries coopératives et producteurs locaux se réunissent au sein d'une association départementale](#)

Sur le même sujet



[Influenza aviaire : les Amap landaises montent au créneau sur les conditions d'élevage en plein air des volailles](#)

Le réseau inter-Amap, d'associations pour le maintien d'une agriculture paysanne et de groupes de consommateurs locaux, veut faire savoir dans quelle impasse se trouvent les petits éleveurs suite aux derniers arrêtés publiés fin septembre

À [l'Amap Jardin du canal de Biscarrosse](#), qui existe depuis 2018 et compte 140 adhésions, c'est pire : « Nous n'avons plus de poulets ni même de produits carnés, hors œufs », détaille Marianne Rougé, membre de la collégiale et en charge de la distribution. Ces consomm'acteurs, comme ils se baptisent, pouvaient encore compter jusqu'à ces derniers mois sur les poulets de Dominique Lollivier, installé à Rion-des-Landes. Il fournissait une quinzaine d'Amap.

Pratique interdite

Oui mais voilà, ce dernier a fait valoir ses droits à la retraite sans trouver de successeur. « Parce que tout faire en plein air comme je le faisais, telle qu'est faite la réglementation sur la grippe aviaire, c'est interdit, résume-t-il. Quelqu'un qui démarrerait aujourd'hui et irait demander les autorisations d'exploiter se retrouverait bloqué en préfecture, parce qu'il n'a pas de quoi mettre les animaux à l'abri dès que le risque d'influenza aviaire est élevé, comme c'est le cas actuellement. » Des périodes de claustration obligatoires récurrentes ces dernières années, qui durent parfois de longs mois.

Sur le même sujet



[Landes : petits éleveurs de volailles et consommateurs se mobilisent pour défendre l'élevage en plein air](#)

A l'appel du collectif Ouvre ton bec, entre 300 et 500 personnes se sont réunies à Mont-de-Marsan pour défendre ce modèle de production mis à mal par les mesures pour lutter contre l'influenza aviaire. Ils veulent avoir voix au chapitre au moment de discuter des conditions de la reprise

Dominique Lollivier l'avoue, il en a passé du temps, ces dernières années, avec le « trouillomètre à zéro », dans la peur d'un contrôle vétérinaire, risquant une amende de 750 euros par tête. « On ne m'a trop rien dit parce que j'étais dans une zone isolée, à quelques années de la retraite, et mon système faisait que j'étais en autarcie complète. Je faisais rentrer le poussin et je faisais tout sur place, il n'y avait pas de transport, pas même pour l'aliment. » Et claustre ses poulets à l'âge où il les abattait, plus de 15 semaines, c'était impensable selon lui : « Ils se seraient bouffés entre eux. Pour ce qui est du bien-être animal, on a tout faux. »

Sa retraite, il l'envisageait dans un an, mais [un cas de grippe aviaire à Saint-Yaguen en juillet dernier](#) – « en plein été, quand il n'y a plus d'oiseaux migrateurs, dans un élevage de plusieurs milliers de canards enfermés », s'étrangle le sexagénaire – en a décidé autrement. « Je me suis retrouvé dans la zone réglementée où il y avait interdiction de transporter des animaux vivants. Donc je n'ai pas pu faire entrer mes poussins. J'ai dit "c'est bon, j'arrête". »



Pour Dominique Lollivier, il faut interroger le modèle agricole jusqu'au bout. « Y compris sur le mode de distribution des primes PAC, pour qu'elles soient non plus à l'hectare, mais en fonction de l'emploi durable à durée indéterminée sur la ferme. »

Nathalie Guironnet

Interroger le modèle jusqu'au bout

L'ancien éleveur n'est pas résigné pour autant, prêt à mettre son énergie au service du Limap 40 pour sensibiliser le grand public et dénoncer la situation actuelle : « Aujourd'hui, le poulet élevé en plein air qu'on trouve dans les filières coopératives, même sous label, dans les filières longues industrielles, c'est du poulet qui est élevé "dedans". Il y a tromperie sur la marchandise, on trompe le consommateur. Et tant qu'on ne reconnaîtra pas officiellement les avantages du plein air liés à un système autonome et autarcique, il sera impossible d'avoir du poulet fermier bio, ça va disparaître. »

« Aujourd'hui, le poulet élevé en plein air qu'on trouve, c'est du poulet qui est élevé "dedans". Il y a tromperie sur la marchandise »

À propos de la colère qui s'exprime actuellement, les acteurs des Amap voudraient que l'on interroge le modèle agricole jusqu'au bout. « Y compris sur le mode de distribution des primes PAC, pour qu'elles soient distribuées non plus à l'hectare, mais en fonction de l'emploi durable à durée indéterminée sur la ferme, argumente M. Lollivier. S'il y avait une aide qui permettait de tenir avec une quantité moyenne et d'assurer en même temps tout l'aspect environnemental de l'agriculture, la conservation des haies, les rotations de culture, l'amélioration des sols, il n'y aurait plus besoin d'aides spécifiques puisque le revenu serait assuré. »

« Comment impliquer davantage les consommateurs, au-delà des bons sentiments ? Soutenir les agriculteurs, coincés par la fuite en avant des investissements, des emprunts, de la productivité, et soutenir une certaine évolution de l'agriculture qui est très diverse ? », prolonge M. Wegner. Certainement en lui faisant prendre conscience de la fragilité, dans le système actuel, des filières courtes qui servent à nourrir des consommateurs locaux, face à des filières agro-industrielles qui ont plus de poids et de pouvoir pour garantir leurs profits. Et donc pas forcément d'intérêt à ce que les choses changent.

Pour trouver une solution à son problème immédiat, le réseau Limap 40 propose d'accompagner quelqu'un qui voudrait s'installer, ou quelqu'un qui fait du poulet fermier, pas en bio, pour l'emmener vers une production plus qualitative. « Plutôt que d'aller chercher des poulets ailleurs », soupire Yves Wegner. « Avec les quantités que je faisais, 6 200 poulets par an et 300 pintades, j'avais un bon smic tous les mois. Et je n'ai jamais eu de soucis pour prendre un week-end ou prendre des vacances », se souvient l'éleveur retraité.

Contact : reseaulimap40@gmail.com